



www.indymedia.be

Education: quel avenir?

Par Françoise

Des années de lobbying de la part de l'ERT (Table Ronde Européenne des Industriels) sont à la source de la Déclaration de Bologne (1999), qui définit les grandes lignes de l'Europe en tant que *société de connaissance*, basée sur l'apprentissage à vie, l'utilisation d'outils informatiques et la flexibilité des employés. Dans une telle société, les individus ne seront plus considérés comme des personnes, mais comme des *ressources humaines*, prêtes à acquérir de nouvelles connaissances à tout moment pour rester employables. Ceux qui pourront suivre seront gagnants; les autres n'auront qu'à se débrouiller... Le système éducatif comme moyen de légitimation de nouvelles formes de stratification et de division sociales?

La Déclaration de Bologne

Cette vague déclaration définit en deux pages l'avenir de l'enseignement supérieur pour que l'UE devienne plus compétitive sur le marché global de l'éducation. Ceci doit se concrétiser par la comparabilité des diplômes, des crédits d'étude transmissibles et l'introduction de deux niveaux – *undergraduate* (préparant les étudiants au marché du travail) et *postgraduate* (approfondissement plus théorique). La mobilité et l'employabilité des étudiants à travers l'UE seraient ainsi favorisées.

A première vue, cette déclaration, confirmée lors de la conférence de Prague (mai 2001), est très attrayante: plus d'opportunités pour étudier et travailler à l'étranger,

suite page 2.

Une Union Européenne democratique ? Forteresse Europe

Par Joeri

Les politiciens aiment répéter que l'Europe est le berceau de la démocratie. Mais même Verhofstadt et Prodi avouèrent récemment – était-ce un coup publicitaire pour regagner la confiance de l'opinion publique? – qu'au sein de l'Union, la démocratie est parfois bien loin. L'Union Européenne est en effet une bureaucratie dans laquelle les politiciens n'ont pas grand-chose à dire – beaucoup moins en tout cas que les technocrates non-élus de la Commission Européenne et les groupes de pression tels que l'ERT (Table Ronde Européenne des Industriels) ou l'UNICE (association du patronat européen). Le Parlement Européen est par ailleurs le seul parlement au monde sans pouvoir législatif: c'est avant tout un organisme consultatif qui sert aussi à légitimer le budget de l'Union. La plupart des décisions prises au sein de l'Union par la Commission se font à huis clos, et ces décisions ne doivent pas être justifiées.

Il n'est donc pas surprenant que l'opinion publique n'est pas favorable à l'Union, ce formidable labyrinthe bureaucratique qui a toujours fait prévaloir les intérêts économiques. Le citoyen n'est concerné que lorsqu'il s'agit du maintien du niveau (bas) des salaires, de la déconstruction des régimes de sécurité sociale, de hausser le coût des études tout en les commercialisant et de toucher à d'autres droits qu'il croyait acquis.

On peut distinguer deux constantes dans les décisions de l'Union Européenne: elles sont prises en fonction des grandes entreprises, et elle sont défavorables au citoyen. Et il ne faut pas croire qu'on informe le citoyen. Au contraire, tout est mis en oeuvre pour détourner son attention.



Les médias commerciaux — qui eux-mêmes appartiennent au système capitaliste — font tout ce qui est en leur pouvoir pour ne pas s'attirer les foudres des détenteurs du grand capital. S'il arrive aux citoyens de douter publiquement du bien-fondé de l'Union Européenne, on lui répond qu'il n'y a rien compris. Verhofstadt et Neyts ne cessent de prétendre qu'ils apportent des réponses, mais que les citoyens ne sont pas à mêmes de tout comprendre. Prodi alla encore un peu plus loin en parlant de façon dénigrante des électeurs irlandais qui avaient voté contre le Traité de Nice.

La stratégie de marketing de l'Union Européenne a donc failli lors d'un des rares referendums à propos de décisions européennes. La réponse à cet échec est simple: il faut organiser un nouveau referendum et investir des millions d'Euros pour faire avancer la machine en convainquant les électeurs des bien-faits de l'Europe... Cette stratégie a déjà fait ses preuves après le referendum danois à propos de l'accès du Danemark à l'Union: lors d'un premier referendum la population avait clairement exprimé son refus; une seconde campagne électorale et un second referendum furent donc nécessaires. En réponse au 'Non' irlandais, l'Union promit au gouvernement qu'il pourrait disposer des moyens financiers nécessaires pour aligner l'île au reste de l'Europe lors d'un second referendum.

Vous faut-il encore d'autres raisons pour vous convaincre de refuser cette dictature du capitalisme?

Par Mara

L'Union Européenne vise à établir un espace sans frontières intérieures, avec des frontières extérieures d'autant plus renforcées – surtout pour empêcher l'arrivée de réfugiés. Les demandes d'asile sont refusées en masse par les autorités européennes; les réfugiés n'ont plus le droit à un soutien décent et sont enfermés et déportés de façon systématique.

La Convention de Genève définit que pour être reconnu comme réfugié, l'individu doit avoir une crainte fondée de répression, et ne peut bénéficier de protection dans son pays. Ceux qui fuient la pauvreté sont illégaux. Des millions de gens de par le monde n'ont que la fuite comme moyen de survie; la plupart d'entre eux sont recueillis dans des pays du Tiers-Monde.

Chaque année, des milliers de réfugiés tentent d'atteindre l'Europe dans l'espoir d'y améliorer leurs conditions de vie. La plupart d'entre eux sont rapatriés ou enfermés dans des centres fermés. Cette situation pousse les réfugiés dans la clandestinité.

Il existe déjà de nombreux centres – ouverts et fermés – pour "accueillir" les réfugiés en Europe, et de nouveaux centres vont être construits aux frontières extérieures de l'Europe. Chaque année des milliers de réfugiés atteignent les côtes italiennes et espagnoles. D'autres risquent leur vie en traversant la Manche.

La Belgique a été condamnée à plusieurs reprises par diverses organisations oeuvrant pour le respect des droits de l'homme: centres fermés, emprisonnements ..., l'attitude agressive et inhumaine des gardiens et gendarmes. La Nigériane Sémira Adamou est étouffée en 1998 par ses gardiens lors de son rapatriement. En 2000, l'Albanais Ferri Xhevdet, meurt par manque de soins après une chute lorsqu'il tente de fuir du centre fermé de Steenokkerzeel.

D'une part les leaders européens accueillent à bras ouverts une main d'oeuvre étrangère; d'autre part, ils tolèrent les ouvriers illégaux pour maintenir les bas salaires. En déclarant illégale l'immigration, ils justifient la Forteresse Europe, les camps fermés par des fils de fer

suite page 2.

education: quel avenir

suite de la page 1

diplômes reconnus internationalement,... Mais la déclaration ne comporte aucune modalité concrète pour les programmes d'étude, la qualité, un enseignement démocratique et accessible à tous...

L'AGCS

L'enseignement européen n'est pas uniquement influencé par l'ERT. Au sein de l'OMC, des négociations à propos de l'adoption de l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services) sont en cours. L'AGCS vise la libéralisation totale de tous les services – transport, distribution, tourisme, santé, éducation,...

Le marché de l'éducation est particulièrement lucratif: publications et logiciels éducatifs, cours du soir et privés,... Les études en-ligne poussent comme des champignons. De nombreuses écoles sont déjà privatisées de par le monde.

L'AGCS stipule que tous les services qui sont offerts par des acteurs privés – dont les services publics pour la santé et l'éducation – devront suivre les lois du marché. Les établissements scolaires devront donc être concurrentiels et rapporter de l'argent. En outre, il n'est pas impensable que les subides soient remises en cause au nom de la concurrence. Aujourd'hui déjà, de nombreuses mesures sont mises en place pour encourager la sponsorisation des écoles. Qu'arrivera-t-il lorsqu'une école s'avérera trop peu rentable et qu'elle n'aura plus d'autre alternative à la fermeture que le rachat par une entreprise privée? Qui décidera alors des programmes scolaires? Que faire des enseignants peu rentables? Les exemples d'établissements scolaires privatisés aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et au Chili n'augurent rien de bon. La libéralisation de l'enseignement n'est pas aussi innocente que nos ministres semblent vouloir nous faire croire.

Une armée pour la paix ?

Par Bart (d'après Marc Vandepitte)

Les leaders européens rêvent à haute voix d'une armée européenne. Mais plus le temps passe et plus cette armée semble proche: à court terme on devrait voir se former une force d'intervention de 50 à 60.000 soldats (Accords d'Helsinki, 1999). Chaque pays de l'Union dispose déjà d'une armée; pourquoi faudrait-il encore une armée européenne? Parcourons-en les raisons principales:

- L'Union Européenne veut pouvoir intervenir militairement indépendamment des Etats-Unis. Avec ses propres forces armées, elle aurait pu intervenir seule en Yougoslavie ou en Macédoine et aurait pu ainsi mieux défendre les intérêts des ses multinationales présentes dans ces pays. Selon Verhofstadt l'armée européenne serait particulièrement intéressante dans la périphérie – en Europe de l'Est et en Afrique – où les entreprises multinationales européennes sont majoritairement présentes.

- L'Euro ne sera considéré comme unité monétaire sérieuse que lorsqu'elle sera défendue militairement. Ceci a toujours été le cas dans le passé et ne changera pas de si tôt.

- La création d'une armée européenne signifie enfin un soutien vital pour l'industrie d'armes européenne. Si l'Union veut une armée capable de défier les armées des autres grandes puissances, l'industrie militaire européenne connaîtra une longue période de haute conjoncture.

Jusqu'à présent, la création de ce monstre militaire ne s'est pas déroulée sans problèmes — les USA, la GB et la Scandinavie n'y étant pas favorables. La faiblesse militaire de l'Allemagne n'a pas, non plus, joué en sa faveur. Mais ces contrariétés pourraient disparaître assez rapidement. Il suffirait que le grand capital en Scandinavie et en GB se rendent compte du capital potentiel pour que ces pays suivent. Il y a aussi une justification morale pour la création d'une telle armée: l'Union Européenne aurait un rôle historique à jouer en Afrique et ce serait donc "notre" responsabilité d'y intervenir. Il s'agit d'un mensonge que les esclaves du grand capital soi-disant élus démocratiquement préfèrent passer sous silence. La population européenne n'a pas besoin d'un nouvel appareil de répression ou d'une nouvelle ère coloniale où l'Europe pourrait, elle aussi, à l'exemple des USA, mener ses guerres pour du pétrole et des matières premières. Il faut à tout prix percer le mythe de la guerre propre au nm des droits de l'homme et de la démocratie. Chaque guerre fait de nombreux innocents parmi la population civile, et l'uranium appauvri n'est pas encore assez intelligent que pour ne toucher que les militaires. De plus, ces guerres n'ont jusqu'à présent encore jamais touché des régimes ayant un marché plus ou moins ouvert; il s'agit toujours de pays où les pays occidentaux étaient jusqu'alors exclus du marché et des profits.

La Forteresse Europe

suite de la page 1

barbelé et la création d'Europol.

Tout au long de l'été des jeunes européens ont construit des Border Camps pour protester contre la Forteresse Europe. Partout en Europe des activistes organisent des actions contre les centres fermés et les déportations dans les aéroports.



Soutenez Indymedia

Indymedia refuse les publicités commerciales, parce celles-ci nous empêcheraient de travailler indépendamment.

Indymedia peut fonctionner grâce à l'enthousiasme de nombreux collaborateurs et aux dons financiers de sympathisants. Voilà pourquoi nous voulons vous demander de nous soutenir financièrement.

Faites un don unique ou optez pour un versement mensuel sur notre compte 068-2227113-20 (Indymedia - Rue L.Crickx 30 - 1070 Bruxelles)

Publiez sur Indymedia

**TOUT LE MONDE
EST JOURNALISTE!**

Si tu veux raconter ton histoire sur le site Indymedia, Dans notre tente sur la Wilsonplein (Zuid), Tout le monde pourra y mettre son histoire en ligne.

1. Clique sur "Publish" en haut à droite sur www.indymedia.be

2. Si tu veux charger plusieurs fichiers multimédia simultanément, sélectionne le nombre exacte et clique sur "Let me do it";

3. Remplis tous le champs obligatoires (caractères gras — tout ce que tu écris ici sera publié!);

3. Ecris ton texte (si tu utilises le format html: coche la case "HTML" sous "Type of upload". Si tu veux ajouter des photos dans ton texte HTML tu dois d'abord charger les photos.

4. Une centaine de formats multimédia (audio, vidéo, photo...) sont publiables. Si tu écris un texte après avoir chargé plusieurs fichiers multimédia, il sera publié avec chaque fichier;

5. Appelle-nous au 09/225.45.84 et ce que tu nous racontes sera publié comme fichier audio. Tu peux aussi appeler le Dispatch Team pour nous faire part d'événements importants.

Bonne chance!

A propos d'indymedia

L'Independent Media Center (IMC) est un collectif rassemblant des médias indépendants et des centaines de journalistes afin d'offrir une couverture mondiale des événements et des questions d'actualité vécus à la base et non au niveau des grandes entreprises. L'IMC a pris naissance en automne 1999, durant les manifestations anti-OMC de Seattle et n'a pas cessé depuis de se déployer pour devenir un réseau global comprenant cinquante centres régionaux. N'importe qui peut afficher des textes, des photos, des documents audio et vidéo sur la plupart des sites IMC. "Chaque lecteur est un reporter". Visitez www.indymedia.be pour en apprendre comment participer.

Ce document ne contient qu'une petite fraction du contenu apparu sur les sites IMC au cours de la semaine dernière. Les articles mentionnés ici ont été recueillis et révisés par l'équipe d'impression d'IMC, qui ne prétend pas représenter l'ensemble du réseau IMC Belgique. Pour tous commentaires et questions, ou si vous voulez vous joindre à nous, rendez visite à www.indymedia.be, ou écrivez à imc-belgium-print@lists.indymedia.org.

Ce qui précède peut être reproduit, à condition d'inclure a) le nom de l'auteur, b) «Independent Media Center» comme source, et c) l'URL IMC, <http://www.indymedia.be>.